

**Objet** : CSAR

Monsieur le Président,

Nous ouvrons cette séance dans un contexte marqué par l'instabilité politique et l'absence de visibilité budgétaire. Pourtant, malgré ces incertitudes, le secrétaire général l'a annoncé : la continuité de l'État est assurée, les responsabilités sont assumées et le dialogue social se poursuit. Un dialogue social mais lequel ? Celui qui reste trop souvent descendant, informatif, et où la parole des représentants peine à trouver sa place ? Les représentants des agents ne sont pas consultés – ils sont juste informés.

Les **mouvements de grève des 10 septembre et 2 octobre 2025** ont clairement montré le mécontentement des personnels face aux choix budgétaires et aux orientations actuelles. Ces mobilisations ne sont pas des actes isolés : elles reflètent une colère, celle d'agents qui ne se reconnaissent plus dans une administration où les suppressions d'emplois, les réorganisations brutales et le manque de considération pour leurs conditions de travail deviennent la norme.

Nous l'avons tous expérimenté l'an dernier : l'absence de budget arrêté dans les délais n'est pas sans conséquence sur notre fonctionnement quotidien. Par ailleurs, si nous croyons en la sincérité de la directrice générale et de la ministre des Comptes publics lorsqu'elles affirment vouloir stopper les suppressions d'emplois, nous craignons aujourd'hui que cet engagement ne puisse être tenu. Chaque budget de rigueur s'est traduit pour les agents de la DGFIP par des suppressions d'emplois et nous ne voyons pas comment cette trajectoire immuable pourrait être modifiée.

**Quelques sujets de l'ordre du jour illustrent bien cette trajectoire dans laquelle s'inscrit la DGFIP**

Nous avons refusé de participer au GT pilotage des emplois parce qu'il s'inscrit dans cette logique de suppression des emplois. La méthode proposée par la direction générale ignore la réalité du travail, la charge vécue par les agents et les besoins concrets des territoires. Les écarts croissants entre les ETP et le Tagerfip ne relèvent pas d'un débat technique, mais d'un choix de gestion. Nous refusons de discuter d'une réforme déjà actée, sans état des lieux complet, sans transparence sur les données. Où sont les pyramides d'âge par grade ? Où est l'analyse des vacances d'emploi et de leur impact sur la qualité de vie au travail ? Comment garantir des conditions de travail dignes et un service public de qualité quand les suppressions d'emplois s'accumulent, les postes vacants se multiplient et les tensions s'aggravent ?

La refonte des indicateurs de mesure des besoins en effectifs ressemble à un aveu d'impuissance – ou de renoncement. Plutôt que de s'attaquer aux causes structurelles, on adapte l'outil de mesure à la réalité des effectifs actuels.

Et que dire des Trésoreries amendes, autre sujet à l'ordre du jour ? Leurs agents subissent des conditions de travail indignes : sécurité défaillante, locaux inadaptés, outils obsolètes et une charge de travail écrasante. Malgré nos alertes, les réponses tardent. La décision récente d'une direction de l'Est d'y transférer la caisse résiduelle départementale, alors que la Trésorerie amendes est déjà sous tension, en est un exemple criant. Nous exigeons des moyens humains et matériels à la hauteur des enjeux et une écoute réelle des agents.

Au lieu de quoi, l'administration nous parle de performance.

La performance est devenue le mot d'ordre, brandi comme une solution miracle. Pourtant, les agents ne sont pas dupes. Ils refusent une logique purement comptable, où les indicateurs de performance masquent une dégradation continue de leurs conditions de travail.

Ils attendent des réponses claires : quelles missions seront impactées par les réorganisations à venir, notamment dans les petites directions ? Quelles garanties leur seront offertes face à la mutualisation des tâches, à la supra-départementalisation (parce qu'on entend cette petite musique...) ou à la complexification des processus ?

Entre la réduction des effectifs et l'éloignement des réalités territoriales, beaucoup craignent de ne plus pouvoir exercer leur métier avec la proximité et la réactivité qui font la force de notre administration. L'incertitude pèse sur leur quotidien, alors même que leur engagement reste indispensable.

Il est temps de leur redonner des repères, de clarifier les orientations et de cesser de leur imposer des changements perçus comme des contraintes budgétaires déguisées. Le dialogue social ne se décrète pas, il se construit. Et si la performance est désormais au cœur de vos préoccupations, alors mesurons-la aussi à l'aune de la confiance, de la transparence et du respect des agents.

Nous ne renoncerons pas aujourd'hui à notre devoir de protestation (et de propositions) et nous aborderons les points de l'ordre du jour au cours de la séance, en gardant à l'esprit que chaque décision doit intégrer les réalités humaines et territoriales de notre administration.

Je terminerai cette déclaration liminaire sur une remarque « acidulée » : comme je vous l'ai dit en introduction, le SG a déclaré que « les responsabilités sont assumées ». Il serait bon que les représentants de la DGFIP s'emparent pleinement de cette affirmation. Pas comme une déléguée interrégionale qui au cours d'une réunion de présentation de la PSC a renvoyé sèchement les agents qui s'interrogeaient vers les organisations syndicales qui ont négocié la PSC. Nous rappelons que si nous avons négocié la PSC, c'est bien le SG qui a élaboré l'appel d'offre. C'est donc à notre ministère et aussi à la DGFIP d'accompagner les agents sur ce sujet.

Je vous remercie.

Les représentants **CFDT-CFTC** en CSAR  
Florence BOCHNAKIAN, Vanessa MARIE JOSEPH et Régis BOURILLOT, élus  
Malo METRAL, expert